

## **Introduction**

Rappel de l'outil collaboratif à compléter et actualiser sur le déconfinement et l'organisation de l'accueil progressif des enfants à partir du 11 mai ([ici](#)) et ressources sur le site de l'ANDEV

[Veille](#) permanente et actualisée. Et toujours la possibilité [d'adhérer](#) en ligne + souscrire à l'[abonnement participatif et de soutien](#)

### **Accueil de partenaires externes**

Etienne Butzbach - LIGUE de L'ENSEIGNEMENT

Cf [support de présentation](#) - villes européennes : analyse comparée de l'organisation du déconfinement d'après des éléments transmis par Eurocities (**Laurent Dauty & Marie-Christine Delaunay-Félix**)

**Le cadre national des Villes européennes est différent de celui de la France. La plupart ont une organisation décentralisée et plus de liberté d'action dans le domaine de l'éducation que les communes Françaises.**

10 villes ont répondu :

- Toutes ont accueilli les enfants des personnels soignants mais ont élargi plus vite à d'autres salariés allant jusqu'aux parents salariés de l'alimentaire
- Toutes ont été beaucoup plus vite que la France vers l'accueil des enfants en difficultés avec parfois des actions intrusives. En Belgique par exemple, les services sociaux se déplacent au domicile et viennent chercher les enfants qu'ils pensent souhaitables de scolariser
- Toutes ont rapidement mis en place des propositions en direction des enfants en situation de handicap. Mais dans l'ensemble, le soutien à ces enfants doit progresser car est insuffisant.
- Un rapport provenant de la ville d'Oslo met en parallèle la progression des inégalités avec celle de la fermeture des espaces publics.

- Sur le Numérique, toutes ont mis en place des outils numériques avec des disparités selon leurs moyens. Les questions qui se sont posées : comment sécuriser les accès, comment prendre en compte les exigences parfois démesurées des enseignants vis à vis des familles?
- Toutes les villes ont laissé le choix aux familles d'un retour à l'école en mettant en place des outils pour assurer la continuité pédagogique mais aussi éducative
- Certaines villes agissent pour une continuité éducative volontariste
- Toutes les villes abordent un accueil dédramatisé des plus petits. Pour ce public, elles ne se posent pas la question du brassage.
- Les travailleurs sociaux sont plus intrusifs mais aussi mieux intégrés par les acteurs éducatifs
- Beaucoup de propositions sur la classe à l'extérieur et même des parcours éducatifs que les familles peuvent rejoindre....

### **Retour d'expériences sur la réouverture progressive des écoles**

#### **MAUREPAS**

Pression du DASEN sur le Maire pour ouverture des écoles avant le 25 mai.

1 école ouverte dès le 11 mai pour le public prioritaire élargi. Le 14 mai : 3/16 écoles ouvertes. Les autres ouvriront le 25 mai.

Accueil des enfants prioritaires ciblés par les enseignants (moins de 40% des enfants), 25 mai accueil de tous les élèves sur volontariat des familles

#### **l'organisation**

cadre imposé par la collectivité aux directions d'école, exemple fratrie réunie dans des groupes élèves, ceux qui restent à la restauration,...,

#### **NÎMES**

#### **l'organisation**

Volonté politique d'ouvrir les écoles le 14 mai car grande urgence éducative, sanitaire, économique et sociale.

Nîmes ne connaît pas la pression COVID comme certaines autres villes (zone rouge)

83 écoles. 80 écoles ouvertes et 3 000 élèves, soit 23% des effectifs reprennent. Mais avec des disparités selon les écoles : certaines écoles se retrouvent avec 75% de leurs effectifs présents, d'autres avec quelques enfants.

Accueil des enfants malades dans une unité dédiée

service de repas chauds pour répondre aux urgences alimentaires

50% des agents disponibles

Prise en compte du périscolaire et du mercredi dans les mêmes conditions pour limiter le brassage de population

**les difficultés et moyens de les réguler**

Grande difficulté pour le nettoyage des locaux, ajouté au stress sanitaire. Seul 50% du personnel présent.

Les équipes ont été renforcées avec des agents du services des sports et des auxiliaires de puériculture du service petite enfance. Ces dernières étant devenues référentes COVID compte tenu de leur compétences dans ce domaine. La coordination est assurée par une des directrices de crèche. Les agents apprécient car cela les rassure.

Communication aux familles en partenariat avec les directions d'école

Le périscolaire n'a pas encore repris. Concernant les animateurs, un animateur dédié par groupe en soutien des enseignants 2 heures par jour. Mais inquiétude pour les animateurs vacataires qui sont dans une situation précaire puisque pour le moment leur salaire n'est pas maintenu.

En plus, ils pourraient aussi travailler ailleurs et ne plus être disponibles à la rentrée.

Travaille à la réouverture du périscolaire au moins jusqu'à 17h30 au lieu de 19h pour relancer le travail pour ces agents.

Il n'y a pas de règle nationale concernant la décision du maintien de salaire des animateurs vacataires. C'est une décision politique et locale. A Cholet par exemple maintien des salaires sur le nombre d'heures qui auraient dû être effectuées

**Grosses difficultés logistiques**

Les vraies difficultés se situent au niveau logistique pour répondre aux exigences du protocole sanitaire : plus d'approvisionnement en gel hydroalcoolique, livraison difficile des masques, thermomètres mais aussi toute la logistique de gestion des flux

**gestion de la sur-interprétation des textes**

Bien réfléchir à l'interprétation des textes. Écart entre le protocole EN et celui de la DDCS

L'ANDEV a déjà fait remonter ces incohérences

partage de documents édités par Nîmes pour clarifier les engagements : [ici](#)

**BASSENS**

pas d'accueil des PS

accueil des GS CP CM avec repas pique nique fourni par les familles en raison de la difficulté de gestion du brassage de population même avec désinfection des locaux de restauration

**CHALLANS**

locaux disponibles dans les écoles qui permettent de démultiplier les espaces de restauration et fourniture de repas chauds

**PERPIGNAN**

fourniture de repas chauds avec constat de gaspillage alimentaire du fait du désistement des familles

**CHOLET**

sandwichs les premiers jours avec évolution vers plateaux froids le 18 mai et repas chauds à partir du 25 mai sur réservation des parents. Mais pour le moment peu de fréquentations prévues...

<p>Certains élus pensent régler ainsi une partie du problème des coûts supplémentaires que génère cette crise. Les ASA sont maintenus sur justificatifs jusqu'à fin mai même pour les vacataires</p>	<p>Pour les effectifs : 41% en maternelle et 59% en élémentaire, ce qui est à relativiser sur les 2x2 Jours de classe/hebdo</p>
<p><b>ROANNE</b> DASEN pression auprès du Maire pour ouverture dès le 11 mai. fermeture d'une école pour suspicion de COVID d'une ATSEM dès le lendemain. Climat difficile. Par contre les enseignants se rapprochent de la Ville qui est très présente</p> <p><b>IVRY SUR SEINE</b> Le Maire a souhaité mettre en place une convention avec le préfet et l'EN. Cette dernière a fait savoir qu'elle refusait. Le Maire a fait savoir qu'il n'avait pas les moyens d'ouvrir l'ensemble des écoles dans les conditions exigées par le protocole EN Ouverture d'accueil alternatif social écoles. Rapport de force avec l'EN qui ne soutient pas cette initiative Le 25 mai 5 écoles seront rouvertes avec des enfants priorités par l'EN pour le personnel qui gère la crise. interrogation sur la définition de "professions prioritaires" car l'EN modifie selon son bon vouloir les professions concernées accompagnement des enseignants par les animateurs mais pas de collaboration l'EN ne souhaite pas entrer dans le dispositif 2S2C Poursuite du dispositif de prise en compte des enfants les plus vulnérables en partenariat avec la préfecture</p>	<p><b>SANNOIS</b> Ouverture le 25 mai , étroite collaboration entre la collectivité et l'EN. Ce dernier a même proposé sa synthèse du protocole EN Levée de boucliers des directions d'école qu'il a fallu rassurer. En cause la question de la responsabilité en cas de contamination. La restauration et le mercredi posent la question de brassage des populations qui est abordée différemment entre les protocoles sanitaires EN et DDCS, alors qu'ils émanent du même ministère.</p> <p><b>ORVAULT</b> pause méridienne en extérieur et projet d'arriver à servir des repas chauds même en extérieur.</p>
<p><b>Echanges sur les ACM</b></p> <p>➤ <b>FOIRE AUX QUESTIONS DE LA DJEPVA : <a href="#">ici</a></b></p>	

Question du statut juridique de l'organisation par les villes d'un accueil alternatif au temps scolaire, pour prendre en charge le demi groupe non encadré par l'EN ? Dans quel cadre juridique intervient cette prise en charge (ACM, SMA avec maintien de la responsabilité de l'État et compensation financière, ...) ?

Dans la FAQ de la DJEPVA est précisé que les ACM ne pourront recevoir durant le temps scolaire, les enfants qui n'auront pas pu être accueillis par l'école. Autre statut pour le dispositif 2S2C (voir ci dessous)

### **Echanges sur le dispositif 2S2C :**

Dans la FAQ de la DJEPVA, y a-t-il précisé que ce dispositif permet d'assurer localement l'accueil des élèves sur le temps scolaire par d'autres intervenants que leurs professeurs. **Cet accueil, organisé sur le temps scolaire, n'est pas un ACM.** Il ne fait pas l'objet d'une déclaration à ce titre auprès des directions départementales de la cohésion sociale/et de la protection des populations (DDCS-PP). Les formalités administratives prévues pour les ACM ne sont donc **pas applicables à l'accueil 2S2C**.

→ modèle de convention EN/ Mairie envoyée par Claire Leglise de la ville de BASSENS qui rejoint les conditions du SMA : [ici](#)

### **➤ ÉCARTS DANS LES PROTOCOLES EN /DDCS**

Constat partagé des difficultés liées aux écarts entre les [protocoles EN](#) et [protocole ACM](#)

A la lecture de ces derniers, 2 questions :

- o **Port des masques obligatoire pour les animateurs, à la différence des enseignants** ....Mais depuis le 12/05 , le port du masque est aussi obligatoire pour les enseignants, cf [FAQ MENJ](#) : "Pour les personnels, le port d'un masque "grand public" est obligatoire lorsque les élèves sont présents (en maternelle, primaire, collège et lycée .Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse mettra en conséquence à disposition des personnels de l'éducation nationale en contact direct avec les élèves au sein des écoles et des établissements des masques dit "grand public".
- o **Brassage des enfants** : Regroupement des enfants par école, alors que le protocole de l'EN préconise le brassage des élèves limité à la classe ou au niveau.

**ARTICLES:**

**Tribune signée par 20 présidents de sociétés savantes de pédiatrie qui réclament le retour des enfants à l'école**

<https://www.lequotidiendumedecin.fr/actus-medicales/sante-publique/covid-19-20-presidents-de-societes-savantes-de-pediatrie-reclament-le-retour-des-enfants-lecole>

Tribune de l'AFPA (L'Association Française de Pédiatrie Ambulatoire)

<https://afpa.org/2020/04/25/retour-a-lecole-26-04-2020/>

**9ème visioconférence le MARDI 19 MAI 2020 à 11H**